

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Atkins, G. Pope, *Arms and Politics in the Dominican Republic*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1981, 176 p.

par Jean-Marie Loncol

Études internationales, vol. 14, n° 2, 1983, p. 388-390.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701526ar>

DOI: 10.7202/701526ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

concept de la « guerre révolutionnaire » représente une étape importante dans le processus. C'est un lieu commun de répéter que la « doctrine » du socialisme dans un seul pays de Staline l'emportait sur la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Cependant, le « code opérationnel » léniniste en matière de politique étrangère signifie la poursuite des mêmes objectifs par des moyens variés et à des périodes différentes. L'État soviétique, construit par Staline, réussi à exporter la Révolution non par la théorie mais par les armes. Quant aux objectifs, l'URSS a mené une politique étrangère cohérente. Le code opérationnel léniniste permettait l'application des méthodes différentes dans la réalisation des objectifs. Dans quelle mesure les grandes périodes, telles que la guerre froide, la coexistence pacifique ou la détente confirment-elles la thèse de la continuité de la politique extérieure soviétique? Les auteurs n'y répondent pas.

Les chapitres suivants, chronologiquement et thématiquement désordonnés, ne représentent pas une contribution très originale à l'étude de la politique étrangère de l'URSS. En outre, ces chapitres constituent des études indépendantes dont la transition chronologique ou thématique n'est pas toujours respectée. Ainsi, le troisième chapitre retrace les origines de la guerre froide et le sixième reprendra le « titisme » et l'origine du « communisme national » en Yougoslavie. Le même chapitre traite de l'origine de l'eurocommunisme.

L'URSS et les pays socialistes de l'Est disposent d'une force politique internationale au sein des pays capitalistes. Ces partis communistes, même aux tendances diversifiées par le courant « eurocommuniste », ne sont pas des forces susceptibles d'influencer la politique étrangère soviétique. Les discussions restent essentiellement idéologiques et surtout normatives de la part des partis communistes occidentaux. Ces partis n'ont pas été « consultés » ni pour le pacte germano-soviétique, ni pour l'invasion de l'Afghanistan. Le différend sur la perception des droits et libertés de la personne à l'Est comme à l'Ouest, y compris entre les partis communistes occidentaux, illustre les divergences. Pour les dirigeants soviétiques, à la lumière du matérialisme histori-

que, les droits et libertés doivent être soumis au progrès du socialisme. Or, le contenu des droits de l'homme change complètement du point de vue soviétique dans la mesure où la revendication de ceux-ci s'oppose au socialisme. En outre, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe n'a pas donné naissance à un traité mais seulement aux déclarations dans la matière.

En somme, cet ouvrage représente une contribution à l'histoire de la politique extérieure soviétique. Un essai sommaire et utile pour le lecteur non averti.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi*

AMÉRIQUE LATINE

ATKINS, G. Pope, *Arms and Politics in the Dominican Republic*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1981, 176 p.

Des études générales ont été publiées depuis quelques années sur le nouveau rôle politique des militaires en Amérique latine, comme en rendait compte par exemple Richard C. Rankin dans « The Expanding Institutional Concerns of the Latin American Military Establishments: A Review Article », *Latin American Research Review*, IX (Spring 1974), pp. 81-108. Parmi les auteurs d'examen particuliers, G.P. Atkins s'était associé à Larman C. Wilson pour expliquer en 1972, dans *The United States and the Trujillo Regime*, le problème qu'avait posé aux dirigeants de Washington la dictature de Trujillo en République Dominicaine. S'intéressant à l'histoire ultérieure du même pays, il analyse cette fois le comportement politique des forces armées ainsi que celui de la police nationale depuis la guerre civile et l'intervention américaine de 1965 jusqu'au milieu de 1980. Chronique interprétative de relations toutes récentes, l'ouvrage commence par chercher briève-

ment des concepts d'analyse – qu'il trouve d'ailleurs imparfaits relativement à l'Amérique latine dans son ensemble. Aux définitions courantes, notamment celle de l'institutionnalisation de l'armée, il préfère en ce qui concerne l'exemple examiné le concept de « non-institutionnalité » (*non institutionality*, p. 4) dans les affaires militaires, thème central à partir duquel des rapports inter-personnels pourront être cernés en abondance.

Pour mieux comprendre le rôle des forces armées dans le système politique dominicain, il faut accorder son influence déterminante à un lourd héritage historique accumulant presque cinq siècles de violence. Après la dure exploitation coloniale de l'Espagne puis la domination haïtienne de 1822 à 1844, une seconde proclamation d'Indépendance en 1844, un bref retour à la métropole espagnole de 1861 à 1865, et même en 1870 une tentative d'annexion aux États-Unis rejetée par le Sénat de ces derniers, la République Dominicaine que modelait le caciquisme, aura connu jusqu'en 1916 un total de 48 présidents et de 29 coups d'État. L'année 1916 a vu débiter une autre occupation étrangère, celle des *marines* américains ne devant se retirer qu'en 1924. L'intervention en cause a modifié profondément l'appareil militaire dont les recrues ainsi que les cadres, issus désormais de la masse et d'une petite bourgeoisie naissante, ont pu bénéficier d'un programme de court entraînement professionnel à partir de 1921. L'effort américain a déterminé, comme dans le reste des Caraïbes et en Amérique centrale, la concentration et la monopolisation des armes de même qu'un minimum de professionnalisation pour les militaires. Ceux-ci, regroupés d'abord en Police nationale, ont constitué à partir de 1928 l'Armée nationale dont le Général Rafael Leonidas Trujillo Molina devenait chef d'État-major. La dépolitisation de l'armée, volonté initiale de l'occupant *yanqui*, faisait long feu lorsque Trujillo obtenait son élection à la présidence en mai 1930. Simple introduction à l'analyse de ce volume, la dictature de 31 ans qui commençait alors a reposé fondamentalement sur la puissance militaire. *Le Benefactor de la Patria* s'est efforcé d'accroître celle-ci – l'armée passant à quelque 12,000 hommes en 1961 tandis qu'une police

centralisée atteignait 3,000 hommes – avec l'aide des États-Unis puis l'achat de matériel à la Suède, à la France, à la Grande-Bretagne et au Chili. Gêné par une politique répressive vraiment trop évidente, le *State Department* a laissé faire et a même aidé le groupe dominicain responsable de l'assassinat, le 30 mai 1961, de l'astucieux tyran. La fin de pareil épisode national a ouvert, bien sûr, une période fort troublée. On en est arrivé, en février 1963, à l'inauguration présidentielle du social-démocrate Juan Bosch, candidat du *Partido Revolucionario Dominicano* (PRD). Un coup d'État renversait ce réformiste dès septembre 1963. Un nouveau *golpe* touchait en avril 1965 le triumvirat civil l'ayant remplacé. Pour mettre fin à la guerre civile subséquente, où s'affrontaient Loyalistes et Constitutionnalistes, le gouvernement américain – échaudé par l'expérience cubaine – a d'abord lancé ses troupes, s'est bientôt masqué sous l'OEA, et a pu voir enfin Joaquín Balaguer triompher aux élections du 1^{er} juin 1966.

L'homme qui domine la scène de 1966 à 1978 sait, en très habile tacticien, utiliser à son profit la violence devenue partie intégrante du système politique au lendemain de la guerre civile. Entre le divers partis on doit retenir pour l'essentiel, face au PRD mentionné plus haut, le *Partido Reformista* (PR) fondé par Balaguer en 1963 et qui, regroupant une clientèle opportuniste de privilégiés outre le monde paysan séduit par un programme de réforme agraire bien publicisé, permet au pouvoir d'organiser campagne électorale de même que patronage. Réélu en 1970 et 1974, Balaguer bénéficie au long de ses trois mandats d'une aide américaine se chiffrant au total à 416.300.000 \$ U.S. dont 22.100.000 \$ U.S. en assistance militaire (tableau 2.1, p. 30). Même si la constitution de 1966 leur dénie toute participation à la vie politique, les forces armées dont le Président est constitutionnellement le commandant en chef, mettent le plus gros de leurs énergies dans la compétition pour le pouvoir politique. Leurs officiers détiennent, en fait, un bon nombre des positions gouvernementales d'ordre purement civil. Les nominations à de tels postes représentent pour le Président les principales récompenses qu'il distribue à ses fidèles. Le rôle primordial de

l'armée, c'est-à-dire la protection du territoire national contre la traditionnelle menace d'Haïti et contre l'infiltration castriste, se ramène à l'affrontement périodique de guérilleros formés en petites bandes. La troupe, néanmoins, sert particulièrement de force de répression sévère frappant les adversaires politiques surtout durant les six premières années de la présidence de Balaguer. Celui-ci triomphe sans peine d'une conspiration ourdie en 1971 par le brigadier général Elias Wessin y Wessin et d'une tentative d'invasion menée en 1973 par le colonel Francisco Caamaño Deñó. Il parvient à instaurer sa domination incontestée en opposant l'une à l'autre des factions militaires rivales comme, surtout, celle du général Neit Nivar Seijas et celle du général Enrique Pérez y Pérez. Les élections de mai 1978, mettant le PR aux prises avec le PRD, donnent cependant une victoire décisive au parti d'opposition. Quand le dépouillement du scrutin favorise dès l'abord le candidat *perredeista* Antonio Guzmán, quelques généraux font interrompre ce dépouillement et un *golpe* paraît en cours. Mais la réaction prudente des chefs politiques, l'opposition unanime du public à une intervention militaire, et les pressions bien nettes de Washington amènent l'armée à se raviser. L'inauguration de Guzmán s'opère, sans problème, le 16 août 1978. Cet autre président social-démocrate va-t-il pouvoir compter sur l'adhésion des forces armées, une nouvelle loi organique donnant une permanence de deux ans à de hauts officiers *balagueristas* tout juste nommés par Balaguer? La forte influence exercée par le « Groupe du 19 mai » – officiers qui ont fait le 19 mai 1978 profession d'apolitisme, de professionnalisme et d'institutionnalisme – de même que la ferme prudence du nouveau chef d'État plus habile qu'il n'y paraissait à première vue, semblent avoir eu raison pour le moment du caciquisme dirigé par les militaires et qu'avaient utilisé à leur profit Trujillo puis Balaguer.

L'auteur ne prévoyait pas que l'année suivant la publication de son livre, en juillet 1982, Guzmán allait trouver la mort. Puisque le PRD est quand même resté au pouvoir, le *golpismo* n'en ayant pas profité pour resurgir et l'ancien compétiteur et membre du Sénat Salvador Jorge Blanco accédant à la prési-

dence, l'optimisme de G.P. Atkins s'avère de bon aloi. Sa conclusion (p. 147) nous prévient, du reste, des multiples possibilités que recèle l'avenir politique de la République Dominicaine. Basée sur une recherche à laquelle échappe en bonne partie la documentation écrite, cette étude relativement fouillée ignore peut-être l'influence négative là-bas du colonialisme nord-américain. Elle préfère sans doute souligner la plaie du caciquisme combattu par les États-Unis. Le jeu subtil des relations publiques dans une petite nation des Caraïbes y est expliqué du moins avec beaucoup de nuance et de rigueur.

Jean-Marie LONCOL

*Département d'histoire,
Université de Montréal*

CHOUCRI, Nazli. *Energy and Development in Latin America: Perspectives for Public Policy*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 240 p.

Au début des années 80, le monde se remet péniblement de la grande « crise de l'énergie » qui, à partir de 1973, devait si complètement ébranler ses bases économiques traditionnelles. L'arme du pétrole, brandie un temps contre les nations les mieux nanties, a obligé le système international à un effort de réflexion et d'adaptation qu'il n'était disposé à entreprendre qu'à reculons, sous la pression des circonstances, et en utilisant pour ce faire des canaux déjà existants: le rôle de l'État entrepreneur en particulier, et des formules anciennes, comme le rationnement et la hausse des prix. À cette occasion, on a beaucoup parlé de la capacité planificatrice des États; on a soutenu que des vecteurs appropriés, généralement de concertation, entre représentants du secteur privé et des divers gouvernements, permettraient l'émergence « spontanée » de « réponses » ponctuelles au « défi » énergétique. Mais cette approche en termes de « structure » avait ses lacunes. À force de dire, de répéter et de réécrire ce qui n'étaient au fond que des incantations et des vœux, on dirait qu'on a épuisé le genre. Dix